



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/6  
16 décembre 2003

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

---

COMITÉ EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Quarante-et-unième réunion  
Montréal, 17 - 19 décembre 2003

**RAPPORT DE LA VINGT ET UNIÈME RÉUNION DU SOUS-COMITÉ  
DE LA SURVEILLANCE, DE L'ÉVALUATION ET DES FINANCES**

## Introduction

1. Le Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal a tenu sa vingt et unième réunion à Montréal, les 15 et 16 décembre 2003.
2. La réunion s'est déroulée en présence des membres du Sous-comité - les représentants d'Autriche, de Belgique, du Canada (président), de Hongrie, de Jordanie, de Maurice et d'El Salvador.
3. Ont également assisté à cette réunion des représentants des agences d'exécution, du Secrétariat de l'ozone et le Trésorier, à titre d'observateurs.
4. Des représentants de la France et du Burundi ont aussi assisté à la réunion, à titre d'observateurs.
5. Le président du Sous-comité, M. Philippe Chemouny (Canada), a ouvert la réunion lundi 15 décembre 2003 à 10 h 00, en souhaitant la bienvenue aux participants.

## **POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR: ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX**

6. Le Sous-comité a adopté l'ordre du jour suivant:
  1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
  2. Rapport final sur l'évaluation de la mise en œuvre des plans de gestion des frigorigènes (PGF).
  3. Rapport global d'achèvement des projets de 2003.
  4. Projet de programme de travail pour la surveillance et l'évaluation pour l'année 2004.
  5. Retards dans la mise en œuvre des projets.
  6. Soldes des projets.
  7. Comptes du Fonds multilatéral de l'année 2002 (Décisions 40/8 et 40/14).
  8. Budget révisé du Fonds multilatéral pour 2003 et budget proposé pour 2004.
  9. Questions diverses.
  10. Adoption du rapport du Sous-comité.
  11. Clôture de la réunion.

## **POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR: RAPPORT FINAL SUR L'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE GESTION DES FRIGORIGÈNES (PGF)**

7. Le Sous-Comité a examiné le rapport final sur l'évaluation de la mise en œuvre des plans de gestion des frigorigènes (UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/7) qui contient les observations et les recommandations résultant de l'évaluation des missions dans dix pays à faible volume de consommation (PFV).

8. En introduisant le rapport, l'Administrateur principal, Surveillance et évaluation, a décrit les procédures d'évaluation et la démarche holistique adoptées dans la préparation du rapport et il en a présenté les principales conclusions et recommandations. La récupération et la réutilisation des frigorigènes se pratiquent de façon notoire dans les ateliers qui ont reçu des équipements. Il ne se fait presque aucun recyclage et, dans l'ensemble, les machines de recyclage n'ont pas été utilisées. Les principaux facteurs de réduction de la consommation de CFC ne sont pas la disponibilité des équipements, ni le contrôle des prix mais surtout une législation adéquate et appliquée, avec pour composante principale des systèmes de permis d'importation et de quotas. La formation des agents de douane et la formation des techniciens aux bonnes pratiques en réfrigération ainsi que l'introduction des bonnes pratiques d'entretien en réfrigération ont été aussi des facteurs décisifs dans la réduction de la consommation et des émissions de CFC. Les centres de recyclage sont restés largement inactifs car les CFC récupérés étaient souvent réutilisés directement sur place. Tout CFC trop contaminé pour être utilisé ainsi, était entreposé dans l'attente d'une solution pour sa régénération ou sa destruction ou encore, dans certains cas où de telles solutions n'étaient pas disponibles, il était purgé.

9. Après cette introduction, le président du Sous-comité a rappelé aux participants que le Comité exécutif avait décidé (Décision 40/20) de mettre sur pied un groupe de travail à composition non limitée pour discuter, en marge de sa 41<sup>ème</sup> réunion, des manières de réorienter la méthodologie des plans de gestion des frigorigènes et de faciliter davantage la conformité. La discussion au sein du Sous-comité devrait donc viser à finaliser les recommandations contenues dans le rapport, présenté par l'Administrateur principal, et à ajouter des sujets qui seront repris par ce groupe de travail. Les recommandations résultantes et les sujets additionnels pourraient donc être référés à ce groupe de travail à composition non limitée sur les plans de gestion des frigorigènes qui doit être mis sur pied suite à la Décision 40/20 du Comité exécutif.

10. Durant les délibérations, l'attention s'est portée sur la nécessité d'un suivi de l'utilisation et de l'entretien des machines de récupération et de recyclage afin d'assurer leur utilité continue. Les besoins de formation des techniciens et des responsables du service des douanes ont aussi été mentionnés ainsi que les dividendes potentiels - pour la sensibilisation et le renforcement des capacités - de l'identification et de la diffusion des réussites en matière de plans de gestion des frigorigènes, en insistant sur les leçons tirées des méthodes qui ont fonctionné. Les pays font peu rapport sur les plans de gestion des frigorigènes et il faut trouver une manière d'imposer un rapport annuel, en tenant compte des autres rapports fournis régulièrement par les unités nationales de l'ozone. Il a été souligné que le soutien de la conversion pourrait devenir coûteux pour le Fonds et il serait préférable de donner les moyens aux techniciens d'effectuer ces conversions. Il ne faudrait pas oublier les petites sociétés dans la distribution d'équipements de récupération et de recyclage et une sensibilisation ciblée reste un enjeu important. Quant aux

incitatifs commerciaux, il a été mentionné que les contrôles de prix sous forme de modifications artificielles des prix pouvaient s'avérer inefficaces et risquaient de créer un marché de CFC illicites. La législation gouvernementale, coordonnée étroitement avec les secteurs du commerce, de l'industrie et de l'entretien, s'avère une voie prometteuse pour l'élimination, la réduction des émissions et la récupération des CFC jusqu'à la fin de 2010, voire au-delà.

11. Après avoir examiné l'aperçu général sur les plans de gestion des frigorigènes et la conformité dans les pays à faible volume de consommation, l'évaluation comparative des résultats obtenus et les facteurs qui influencent la performance des plans de gestion des frigorigènes dans les pays visités ainsi que les conclusions, le Sous-comité a recommandé au Comité exécutif de prendre note des informations fournies dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/7 et de transmettre les recommandations, contenues à l'Annexe IV du présent rapport, au groupe de travail à composition non limitée sur les plans de gestion des frigorigènes qui doit être mis sur pied par le Comité exécutif pour examiner les manières de réorienter la méthodologie des plans de gestion des frigorigènes afin de faciliter davantage la conformité (Décision 40/20).

### **POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR: RAPPORT GLOBAL D'ACHÈVEMENT DES PROJETS DE 2003**

12. Le Sous-comité a examiné le rapport global d'achèvement des projets de 2003 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/8 et Add.1), préparé conformément aux décisions 23/8(i) et 26/11 du Comité exécutif.

13. L'Administrateur principal, Surveillance et évaluation, a présenté les documents en indiquant qu'en général, la livraison et la qualité des rapports d'achèvement de projet s'étaient améliorées quoique la performance reste inégale dans bien des cas. En outre, les informations fournies ne sont pas toujours complètes ou cohérentes et il y a eu des problèmes notamment à propos des surcoûts d'exploitation et de la destruction des équipements. Il a exprimé l'espoir que le retard dans les rapports d'achèvement de projet à remettre soit éliminé au cours de l'année 2004.

14. Deux représentants ont fait part de leur inquiétude face au nombre de rapports d'achèvement de projet qui n'ont pas encore été remis.

15. Après avoir examiné les informations sur le nombre et la qualité des rapports d'achèvement de projets remis, le calendrier de remise des rapports d'achèvement de projets à remettre en 2003, la cohérence entre les données fournies dans les rapports d'achèvement de projets et celles des rapports périodiques annuels, le Sous-comité a recommandé au Comité exécutif de:

- a) Prendre note du rapport global d'achèvement des projets de 2003, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/8 et Add.1, y compris le calendrier de remise des rapports d'achèvement de projets à remettre;

- b) Demander à la Banque mondiale, en collaboration avec le Secrétariat du Fonds multilatéral, d'établir la pleine cohérence des données entre les rapports d'achèvement des projets, l'inventaire des projets approuvés et les rapports périodiques annuels, d'ici la fin janvier 2004;
- c) Demander aussi au PNUD et à la Banque mondiale de fournir les informations manquantes dans plusieurs rapports d'achèvement de projets, d'ici la fin janvier 2004;
- d) Prier instamment les agences d'exécution de continuer à améliorer leurs évaluations descriptives des projets achevés dans les rapports d'achèvement de projet, tout en s'assurant en même temps que chaque évaluation contienne les informations utiles propres au projet qui fait l'objet du rapport;
- e) Demander à l'Administrateur principal, Surveillance et évaluation, de remettre au Comité exécutif les informations recueillies sur les leçons tirées des rapports d'achèvement de projets.

**POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR: PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA SURVEILLANCE ET L'ÉVALUATION POUR L'ANNÉE 2004**

16. Le Sous-comité a examiné le projet de programme de travail pour la surveillance et l'évaluation pour l'année 2004 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/9), présenté par l'Administrateur principal, Surveillance et évaluation.

17. En réponse à un représentant qui avait demandé des précisions sur le lien entre l'évaluation intermédiaire des plans de gestion des frigorigènes dans les pays à faible volume de consommation, envisagée en 2004, et l'étude théorique sur l'évaluation des plans nationaux d'élimination, envisagée en 2005, l'Administrateur principal a expliqué que l'étude théorique engloberait tous les plans nationaux d'élimination tandis que l'évaluation des plans de gestion des frigorigènes viserait seulement le secteur de l'entretien dans la réfrigération dans un certain nombre de pays, y compris certains pays où les activités d'élimination pour le secteur de la réfrigération font partie d'un plan national d'élimination des CFC.

18. Un représentant a estimé que les évaluations devraient mettre davantage l'accent sur la mesure dans laquelle les plans d'élimination nationaux et sectoriels ont aidé les pays à respecter leurs obligations aux termes du Protocole de Montréal.

19. Après avoir examiné les principes directeurs, les études d'évaluation et le budget proposé pour l'année 2004, le Sous-comité a recommandé au Comité exécutif :

- a) D'approuver le programme de travail proposé pour la surveillance et l'évaluation pour l'année 2004, avec un budget de 256 000 \$US, tel qu'indiqué dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/9;
- b) De tenir compte des observations faites par les membres du Sous-comité sur la surveillance, l'évaluation et les finances, notamment sur la mesure dans laquelle les plans

d'élimination nationaux et sectoriels ont aidé les pays à respecter leurs obligations aux termes du Protocole de Montréal.

## **POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR: RETARDS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS**

20. La représentante du Secrétariat a présenté le rapport sur les retards dans la mise en œuvre des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/10), en attirant particulièrement l'attention sur les projets qui utilisent la technologie au dioxyde de carbone liquide (DCL), au Maroc. A l'issue des délibérations sur les objectifs fournis par les agences d'exécution, les mesures prises pour les projets au dioxyde de carbone liquide retardés, l'annulation possible du projet de réfrigération Kolinton au Nigeria et l'incidence des projets annulés et retardés sur la conformité, le Sous-comité a recommandé au Comité exécutif de prendre note:

- a) De prendre note, avec gratitude, des rapports sur les projets présentant des retards de mise en œuvre, transmis au Secrétariat par l'Allemagne, la Belgique, le Canada, la France, la Pologne et les quatre agences d'exécution et contenus dans le document sur les projets avec des retards de mise en oeuvre (UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/10);
- b) De prier le Gouvernement du Japon de remettre, de toute urgence, un rapport sur les projets présentant des retards de mise en œuvre;
- c) De prendre note que le Secrétariat et les agences d'exécution appliqueront les mesures prévues suite à l'évaluation du Secrétariat, à savoir la réalisation de progrès, de certains progrès et d'aucun progrès, feront rapport et aviseront les gouvernements et les agences d'exécution, le cas échéant, en tenant compte des informations additionnelles fournies sur les projets suivants :
  - i) Élimination du CFC-11 par la conversion au chlorure de méthylène dans la fabrication de mousse de polyuréthane souple à Olufoam and Plastic Industries Limited (NIR/FOA/26/INV/32) au Nigeria, à mettre en œuvre par le PNUD;
  - ii) Élimination du CFC-11 par la conversion au chlorure de méthylène dans la fabrication de mousse de polyuréthane souple à Chemical and Wire Manufacturers Nig. Ltd. (NIR/FOA/26/INV/36) au Nigeria, à mettre en œuvre par le PNUD;
  - iii) Conversion du CFC-11 au cyclopentane dans la production de panneaux de mousse rigide à National Polyurethane Company (N.P.C.) (SYR/FOA/31/INV/61) en République arabe de Syrie, à mettre en œuvre par l'ONUDI;
  - iv) Conversion du CFC-11 à une technologie au dioxyde de carbone liquide dans la fabrication de plaques de mousse de polyuréthane à Changzhou

Huangfa Co. Ltd. (CPR/FOA/28/INV/293) en Chine, à mettre en œuvre par la Banque mondiale.

d) D'annuler le projet suivant, d'un commun accord :

- Projet de mousse Productos Moldeados America au Panama (PAN/FOA/22/INV/09), mis en œuvre par le PNUD, en prenant note, fin 2002, d'un décaissement de 125 970 \$US sur le montant de 339 296 \$US (plus frais d'appui) approuvé pour le projet, avec aucune élimination de SAO.

e) D'adopter les objectifs et les échéances indiqués dans le tableau suivant :

Agence	Code	Titre du projet	Objectif
Belgique	BOL/FOA/28/INV/10	Conversion du CFC-11 à une technologie au HCFC-141b dans la fabrication de mousse de PU rigide à Quimica Andina	Signature du document de projet du PNUD d'ici la 42 <sup>ème</sup> réunion—objectif fixé à la 40 <sup>ème</sup> réunion.
BIRD	IND/REF/19/INV/92	Élimination des CFC dans la fabrication d'équipements de réfrigération commerciale à Chandra Frig Co. P., Ltd.	Relocalisation de l'entreprise d'ici le 31 janvier 2004—objectif fixé à la 40 <sup>ème</sup> réunion.
BIRD	IND/REF/22/INV/110	Élimination des CFC dans la fabrication d'équipements de réfrigération à usage commercial à Refrigeration Components and Accessories	Installation de tous les équipements d'ici mars 2004.
BIRD	IND/REF/22/INV/123	Élimination des CFC dans la fabrication d'équipements de réfrigération à usage commercial à Hindustan Refrigeration Industries	Installation de tous les équipements d'ici mars 2004.
BIRD	IND/REF/22/INV/124	Élimination des CFC dans la fabrication d'équipements de réfrigération à usage commercial à Refrigerators and Home Appliances P. Ltd.	Installation de tous les équipements d'ici mars 2004.
BIRD	TUN/FOA/26/INV/33	Élimination du CFC-11 par conversion à une technologie au DCL dans la fabrication de mousse de PU souple à Supermousse	La Banque a signalé que la livraison des pompes était attendue en mars 2004.
PNUD	EGY/FOA/22/INV/64	Élimination de la consommation restante de SAO dans le secteur des mousses (11 entreprises)	Le PNUD a signalé que l'utilisation des CFC devrait cesser d'ici décembre 2003.
PNUD	URT/FOA/26/INV/11	Élimination du CFC-11 par la conversion au chlorure de méthylène dans la fabrication de plaques de mousse souple à Pan Africa Enterprises Ltd	Inspection finale en janvier 2004.
PNUD	URT/FOA/31/INV/13	Élimination du CFC-11 dans la fabrication de plaques de mousse souple par la conversion au chlorure de méthylène à Plyfoam Limited	Inspection finale en janvier 2004.
ONUDI	NIR/REF/26/INV/30	Remplacement du frigorigène CFC-12 par du HFC-134a et de l'agent de gonflage des mousses au CFC-11 par du cyclopentane dans la fabrication d'appareils de réfrigération domestique à A.G. Leventis	Destruction des équipements d'ici la 42 <sup>ème</sup> réunion.
ONUDI	TUN/ARS/28/INV/35	Élimination des CFC aux Laboratoires Parcos	Installation, mise en marche des équipements et essais d'ici mars 2004.

- f) D'approuver une prolongation, jusqu'à la 42<sup>ème</sup> réunion du Comité exécutif, pour les projets suivants afin de permettre à l'agence d'exécution, au Maroc, au fournisseur et au Secrétariat de finaliser les termes d'un accord dans le cadre duquel les sociétés concernées se convertiraient avec succès à une technologie au dioxyde de carbone liquide et de demander au PNUD de faire rapport sur les détails d'un tel accord à la 42<sup>ème</sup> réunion du Comité exécutif:
- i) Projet de mousse Richbond S.A. au Maroc (MOR/FOA/22/INV/08), mis en œuvre par le PNUD;
  - ii) Projet de mousse Salidor S.A. au Maroc (MOR/FOA/23/INV/13), mis en œuvre par le PNUD;
  - iii) Projet de mousse Mousse d'Or S.A. au Maroc (MOR/FOA/23/INV/19), mis en œuvre par le PNUD; et
  - iv) Projet de mousse Bonbino Confort au Maroc (MOR/FOA/25/INV/22), mis en œuvre par le PNUD.
- g) De prendre note de la mise en marche des équipements dans le projet de réfrigération Kolinton au Nigeria (NIR/REF/26/INV/44) et du fait que l'ONUDI déposera un rapport final sur ce projet à la 42<sup>ème</sup> réunion du Comité exécutif.

## **POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR : SOLDES DES PROJETS**

21. La représentante du Secrétariat a présenté le rapport sur les projets achevés avec soldes (UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/11) et le remboursement des montants provenant de projets annulés, en rappelant la Décision 40/52(b) par laquelle le Comité exécutif a décidé que ce point devrait être réglé sur le plan administratif par le Secrétariat et les agences d'exécution responsables. Suite à la distribution du document, le Gouvernement d'Israël a indiqué que 70 024 \$US sur les 108 130 \$US approuvés pour l'atelier sur le bromure de méthyle (GLO/FUM/37/TRA/240) seraient remboursés sous forme de paiements comptants au Trésorier.

22. Suite au rapport du Secrétariat, le Sous-comité a recommandé au Comité exécutif de:

- a) Prendre note :
  - i) du rapport sur les soldes des projets, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/ 41/11;
  - ii) du montant total des fonds remboursés à la 41<sup>ème</sup> réunion, soit 3 442 269 \$ US, plus les coûts d'appui de 446 975 \$ US, selon la répartition suivante: 1 337 614 \$ US provenant du PNUD avec des coûts d'appui d'agence de 173 252 \$ US, incluant le remboursement des fonds que le PNUD a retournés, par erreur, auparavant pour deux projets; 364 882 \$ US provenant du PNUE avec des coûts d'appui d'agence

de 47 435 \$ US; 601 841 \$ US provenant de l'ONUDI, plus des coûts d'appui d'agence de 78 237 \$ US, comprenant le remboursement des fonds pour 17 projets en raison des ajustements nécessaires pour la conciliation des comptes; et 1 137 932 \$ US provenant de la Banque mondiale, plus des coûts d'appui d'agence de 148 051 \$ US;

- iii) du fait que les agences d'exécution détenaient des soldes totalisant 408 477 \$ US, excluant les coûts d'appui, pour des projets achevés il y a plus de deux ans: le PNUD (255 399 \$ US plus les coûts d'appui), le PNUE (62 610 \$ US plus les coûts d'appui) et la Banque mondiale (90 468 \$ US plus les coûts d'appui);
  - iv) du fait que le Gouvernement d'Israël avait remboursé 64 177 \$US, plus des frais d'appui de 5 847 \$US, pour la préparation de l'atelier international sur l'aide à la conformité pour le bromure de méthyle (GLO/FUM/37/TRA/240), sous forme d'un paiement comptant au Trésorier.
- b) Demander au Trésorier d'annuler le montant de 500 000 \$ US, réservé pour l'étude sur l'évaluation du mécanisme financier, à la lumière de la Décision XV/52 de la Réunion des Parties.

#### **POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR : COMPTES DU FONDS MULTILATÉRAL DE L'ANNÉE 2002 (DÉCISIONS 40/8 ET 40/14)**

23. La représentante du Secrétariat a présenté la conciliation complète des comptes du Fonds avec les rapports périodiques des agences d'exécution, dans le cadre du suivi des décisions 40/8 et 40/14 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/12), préparée par le Secrétariat en collaboration avec le Trésorier et les agences d'exécution. Elle a expliqué les procédures utilisées pour effectuer la conciliation des comptes.

24. A l'issue de la discussion sur la différence entre les comptes approuvés et les comptes vérifiés, la différence entre le rapport périodique de la Banque mondiale et l'inventaire des projets approuvés, les explications des différences entre les revenus et les fonds nets approuvés, la différence entre les dépenses communiquées (fonds décaissés plus fonds engagés) dans les comptes, les rapports périodiques et financiers des agences d'exécution et l'absence de conciliation pour les comptes du PNUD et de la Banque mondiale, le Sous-comité a recommandé au Comité exécutif de:

- a) Prendre note de la conciliation des comptes, présentée dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/12 et dans les Annexes 1.1 à 1.7 des comptes du Fonds pour 2002, jointes à l'Annexe I du présent rapport;
- b) Demander au Trésorier de revoir, conjointement avec le Secrétariat, les ajustements suivants demandés pour le PNUE et l'ONUDI et de faire rapport à la 42<sup>ème</sup> réunion du Comité exécutif dans le cadre de la conciliation des comptes

de 2002:

- i) Ajouter 112 619 \$US aux revenus du PNUE,
- ii) Ajouter 1 169 476 \$US aux revenus de l'ONUDI;
- c) Demander aussi aux agences d'exécution de s'assurer que les dépenses indiquées dans les rapports périodiques qu'elles remettent au Secrétariat, correspondent aux dépenses dans les comptes annuels qu'elles remettent au Trésorier;
- d) Demander ensuite au Secrétariat et au Trésorier de poursuivre leurs efforts pour achever la conciliation des comptes de la Banque mondiale, à partir des comptes vérifiés de 2002 et du PNUD, à partir de la révision du contrôleur du PNUD, et de faire rapport sur l'état de ces efforts à chaque réunion jusqu'à la conciliation complète, tout en constatant que pour une deuxième année consécutive le PNUD et la Banque mondiale n'ont pas remis une conciliation complète de leurs comptes avec leurs rapports périodiques.

#### **POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR: BUDGET RÉVISÉ DU FONDS MULTILATÉRAL POUR 2003 ET BUDGET PROPOSÉ POUR 2004**

25. La représentante du Secrétariat a présenté le budget révisé du Secrétariat du Fonds pour l'année 2003 et le budget proposé pour l'année 2004.

26. Après avoir reçu du Secrétariat des précisions sur un certain nombre de questions soulevées par les membres, le Sous-comité a recommandé au Comité exécutif d'approuver le budget révisé pour 2003 et le budget proposé pour 2004, contenus dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/13, incluant les salaires du personnel du Secrétariat pour 2005 et 2006, tel qu'indiqué respectivement aux Annexes II et III du présent rapport.

#### **POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR: QUESTIONS DIVERSES**

27. Aucune question n'a été discutée à ce point de l'ordre du jour.

#### **POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR : ADOPTION DU RAPPORT DU SOUS-COMITÉ**

28. Le Sous-comité a adopté le présent rapport, sur la base du projet de rapport contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/SCMEF/21/L.1.

#### **POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR : CLOTURE DE LA RÉUNION**

29. Le président a prononcé la levée de la réunion à 12 heures 05, le mardi 16 décembre 2003.

## Annex I

SCHEDULE 1.1 MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL 2002 STATEMENT OF INCOME AND EXPENDITURE (in US\$)			
INCOME	2002	2001	1991- 2002
Agreed contributions	124,233,752	140,876,743	1,502,587,158
Interest income	11,093,459	17,588,394	132,457,322
Miscellaneous income	8,733,750	439,865	13,280,906
<b>TOTAL INCOME</b>	<b>144,060,961</b>	<b>158,905,002</b>	<b>1,648,325,386</b>
<b>EXPENDITURE</b>			
UNEP Managed Activities	7,184,339	8,306,298	53,135,856
UNDP Managed Activities	45,976,661	32,473,795	310,459,873
UNIDO Managed Activities	34,113,573	35,678,522	261,010,117
World Bank Managed Activities	64,926,330	38,778,965	455,993,142
Secretariat	4,072,567	3,872,258	33,680,404
Bank Charges and Loss on Exchange	0	(156,585)	160,462
<b>TOTAL EXPENDITURE</b>	<b>156,273,470</b>	<b>118,953,253</b>	<b>1,114,439,854</b>
Excess of income over expenditure	(12,212,509)	39,951,749	533,885,532
Prior period adjustments	(247,712)	(301,005)	(8,332)
<b>Net excess of income over expenditure</b>	<b>(12,460,221)</b>	<b>39,650,744</b>	<b>533,877,200</b>
Fund balance, beginning of period	546,337,421	506,686,677	0
Fund balance, end of period	533,877,200	546,337,421	533,877,200

Note: Schedules 1.1 and 1.2 remain unchanged as they reflect the figures as at the closure of UNEP accounts for 2002. Any changes made by implementing agencies to prior period figures as reflected in Schedules 1.4 - 1.7 are therefore not incorporated in Schedule 1.1.

The variance between Schedule 1.1 and UNDP, UNEP, and World Bank certified accounts and the World Bank's provisional accounts are reflected below and Expenditures will be adjusted in the 2003 accounts as 2002 revisions by the following:

UNEP	65,491
UNDP	(3,591,307)
UNIDO	3,112,601
World Bank	0

SCHEDULE 1.2		
MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL		
2002 STATEMENT OF ASSETS AND LIABILITIES (in US\$)		
ASSETS	31.12.2002	31.12.2001
Cash and term deposits	83,244,519	96,205,222
Voluntary pledges receivable	162,157,853	139,764,005
Inter-fund balance receivable	0	0
Other accounts receivable	276,969	478,392
Provision for doubtful debt	0	0
Other assets - deferred charges	57,800	4,618
Promissory notes	97,885,068	95,184,037
Operating funds provided to implementing agencies	194,390,768	217,073,573
<b>TOTAL ASSETS</b>	<b>538,012,977</b>	<b>548,709,847</b>
<b>LIABILITIES</b>		
Deferred credits	799,540	1,406,657
Reserve for obligations	368,110	169,564
Inter-fund balance payable	2,160,602	273,685
Other accounts payable	802,151	522,520
Advances provided by implementing agencies	5,378	0
<b>TOTAL LIABILITIES</b>	<b>4,135,781</b>	<b>2,372,426</b>
<b>RESERVES AND FUND BALANCES</b>		
Financial reserves	533,877,200	546,337,421
<b>TOTAL RESERVES AND FUND BALANCES</b>	<b>533,877,200</b>	<b>546,337,421</b>
<b>TOTAL LIABILITIES, RESERVES AND FUND BALANCES</b>	<b>538,012,981</b>	<b>548,709,847</b>

**SCHEDULE 1.3**

**A. 2002 Expenditures for Account MFL 2336-2211-2661: (Secretariat's Main Account)**

			<b>Approved Budget</b>	<b>Actual Expenditure</b>	<b>Savings/ (Deficit)</b>
<b>10</b>	<b>PROJECT PERSONNEL COMPONENT</b>				
	1100	<i>Project Personnel</i>			
	1101	Chief Officer (D-2)	125,660	140,262	<b>(14,602)</b>
	1102	Deputy Chief Officer ( Economic Cooperation) (P-5)	113,300	129,789	<b>(16,489)</b>
	1103	Deputy Chief Officer ( Technical Cooperation) (P-5)	113,300	126,429	<b>(13,129)</b>
	1104	Economic Affairs Officer (P-4/5)	113,300	97,326	<b>15,974</b>
	1105	Environmental Affairs Officer (P-4/5)	113,300	94,356	<b>18,944</b>
	1106	Project Management Officer (P-4/5)	113,300	128,628	<b>(15,328)</b>
	1107	Project Management Officer (P-4/5)	113,300	122,758	<b>(9,458)</b>
	1108	Information Management Officer (P-3)	83,430	72,337	<b>11,093</b>
	1109	Administrative and Fund Management Officer (P-4)	97,850	158,638	<b>(60,788)</b>
	1110	Senior Monitoring and Evaluation Officer (P-5)	113,300	122,614	<b>(9,314)</b>
	1111	Executive Assistant to Chief Officer (P-2)	56,650	29,850	<b>26,800</b>
	1188	Prior Year's Adjustment			
	1199	<i>Sub-total</i>	<b>1,156,690</b>	<b>1,222,987</b>	<b>(66,297)</b>
	1200	<i>Consultants</i>			
	1201	Projects and technical reviews etc	150,000	142,407	<b>7,593</b>
	1299	<i>Sub-total</i>	<b>150,000</b>	<b>142,407</b>	<b>7,593</b>
	1300	<i>Administrative Support Staff costs</i>			
	1301	Admin Assistant (G-8)	45,900	46,774	<b>(874)</b>
	1302	Meetings Services Assistant (G-7)	41,820	49,376	<b>(7,556)</b>
	1303	Programme Assistant (G-8)	45,900	62,441	<b>(16,541)</b>
	1304	Senior Secretary (Deputy Chief, Economic Cooperation) (G-6)	37,740	39,833	<b>(2,093)</b>
	1305	Senior Secretary (Deputy Chief, Technical Cooperation) (G-6)	37,740	32,572	<b>5,168</b>
	1306	Computer Operations Assistant (G-7/G-8)	45,900	61,964	<b>(16,064)</b>
	1307	Secretary ( to 2 Programme Officers) (G-6)	37,740	40,583	<b>(2,843)</b>
	1308	Secretary/Clerk, Administration (G-5)	32,640	28,503	<b>4,137</b>
	1309	Registry Clerk (G-4)	26,520	37,098	<b>(10,578)</b>
	1310	Database Assistant (G-8)	45,900	35,705	<b>10,195</b>
	1311	Secretary, Monitoring and Evaluation, (G-5/G-6)	36,720	35,637	<b>1,083</b>
	1301-11	<b><i>Sub-total (support staff costs)</i></b>	<b>434,520</b>	<b>470,486</b>	<b>(35,966)</b>
	1333	<b>Executive Committee -(ExCom 33-35)</b>	<b>500,000</b>	<b>656,557</b>	<b>(156,557)</b>
	1333	<b><i>Sub-total (conference servicing)</i></b>	<b>500,000</b>	<b>656,557</b>	<b>(156,557)</b>
	1388	Prior Year's Adjustment	-	50,344	<b>(50,344)</b>
	1388	<i>Sub-total</i>	-	<b>50,344</b>	<b>(50,344)</b>
	1399	<i>Sub-total</i>	<b>934,520</b>	<b>1,177,387</b>	<b>(242,867)</b>

			Approved Budget	Actual Expenditure	Savings/ (Deficit)
	1600	<i>Travel on Official Missions</i>			
	1601	Mission costs	160,000	160,388	(388)
	1699	<i>Sub-total</i>	160,000	160,388	(388)
<b>1999</b>	<b>COMPONENT TOTAL</b>		<b>2,401,210</b>	<b>2,703,168</b>	<b>(301,958)</b>
<b>20</b>	<b>SUB-CONTRACTS COMPONENT</b>				
	2100	<i>Sub-Contracts with UN Agencies:</i>			
	2101	Information materials	30,000	0	30,000
	2199	<i>Sub-total</i>	30,000	0	30,000
	2300	<i>Sub-Contracts with Profit Making Institutions</i>			0
	2301	Corporate Consultancies	0	0	0
	2399	<i>Sub-total</i>	0	0	0
<b>2999</b>	<b>COMPONENT TOTAL</b>		<b>30,000</b>	<b>0</b>	<b>30,000</b>
<b>30</b>	<b>MEETINGS PARTICIPATION COMPONENT</b>				
	3300	<i>Assistance to Participants from Developing Countries</i>			
	3301	Travel of Chairman / Vice-Chairman	30,000	30,772	(772)
	3304	Informal Sub-group meetings	30,000	0	30,000
	3333	Executive Committee meetings - 2001	225,000	208,716	16,284
	3399	<i>Sub-total</i>	285,000	239,488	45,512
<b>3999</b>	<b>COMPONENT TOTAL</b>		<b>285,000</b>	<b>239,488</b>	<b>45,512</b>
<b>40</b>	<b>EQUIPMENT COMPONENT</b>				
	4100	<i>Expendables</i>			
	4101	Office stationery etc	15,000	15,294	(294)
	4102	Software & Computer expendables	9,000	5,468	3,533
	4199	<i>Sub-total</i>	24,000	20,761	3,239
	4200	<i>Non-expendable Equipment</i>			
	4201	Computer, printers etc.	10,000	9,549	451
	4202		5,000	174	4,826
	4299	<i>Sub-total</i>	15,000	9,723	5,277
	4300	<i>Rental of premises</i>			
	4301	Rental of office premises	310,000	294,782	15,218
	4399	<i>Sub-total</i>	310,000	294,782	15,218
<b>4999</b>	<b>COMPONENT TOTAL</b>		<b>349,000</b>	<b>325,266</b>	<b>23,734</b>
<b>50</b>	<b>MISCELLANEOUS COMPONENT</b>				
	5100	<i>Operations and Maintenance</i>			
	5101	Computers, printers etc	9,000	14,698	(5,698)
	5102	Office premises	9,000	2,281	6,719
	5103	Rental of Photocopiers	15,000	15,381	(381)
	5104	Telecommunications equipment	9,000	9,391	(391)
	5105	Miscellaneous equipment rentals	12,000	4,943	7,057
	5199	<i>Sub-total</i>	54,000	46,695	7,305
	5200	<i>Reporting Costs</i>			

			Approved Budget	Actual Expenditure	Savings/ (Deficit)
	5201	Executive Committee meetings			
	5202	Reporting ( others )	20,000	14,719	5,281
	5299	<i>Sub-total</i>	20,000	14,719	5,281
	5300	<i>Sundry</i>			
	5301	Communications	40,000	27,147	12,853
	5302	Freight charges	15,000	26,372	(11,372)
	5303	Bank charges	5,000	4,700	300
	5305	Staff training	38,000	1,225	36,775
	5399	<i>Sub-total</i>	98,000	59,444	38,556
	5400	<i>Hospitality</i>			
	5401	Official hospitality	10,000	7,255	2,745
	5499	<i>Sub-total</i>	10,000	7,255	2,745
<b>5999</b>	<b>COMPONENT TOTAL</b>		<b>182,000</b>	<b>128,113</b>	<b>53,887</b>
<b>99</b>	<b>PROJECT TOTAL</b>		<b>3,247,210</b>	<b>3,396,036</b>	<b>(148,826)</b>
		<i>Programme Support Costs</i>	206,857	220,044	(13,187)
		<b>GRAND TOTAL</b>	<b>3,454,067</b>	<b>3,616,080</b>	<b>(162,013)</b>
<b>B. 2002 Expenditures for Account MFL 2336-2212-2661: (Monitoring and Evaluation)</b>					
			Approved Budget	Actual Expenditure	Savings/ (Deficit)
	1201	Projects and technical reviews etc.	261,000	116,460	144,540
	1601	Travel on Official business	60,000	42,415	17,585
	4101	Office Stationery	0	0	0
	4201	Non Expendable Computer Equipment	5,000	0	5,000
	5105	Miscellaneous Equipment Rentals	0	0	0
	5201	Executive Committee Meetings	0	0	0
	5301	Communications	2,000	504	1,496
	<b>ACCOUNT TOTAL</b>		<b>328,000</b>	<b>159,378</b>	<b>168,622</b>
<b>C. 2002 Expenditures for Account MFL 2336-2213-2661: (Technical Audits: Production Sector)</b>					
	2300	<i>Sub-Contracts with Profit Making Institutions</i>			
	2301	Corporate Consultancies	297,148	297,108	40
	<b>ACCOUNT TOTAL</b>		<b>297,148</b>	<b>297,108</b>	<b>40</b>
	<b>TOTAL FOR ALL ACCOUNTS</b>		<b>4,079,215</b>	<b>4,072,567</b>	<b>6,648</b>

SCHEDULE 1.4			
MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL			
UNDP Managed Activities in 1991 - 2002 (in US\$)			
INCOME	2002	2001	1991-2002
Cash transferred from the Multilateral Fund	36,406,606	37,229,381	323,674,408
Promissory notes	31,150,012		31,150,012
Interest and miscellaneous income earned and retained*	1,038,312	1,795,973	35,911,052
<b>TOTAL INCOME</b>	<b>68,594,930</b>	<b>39,025,354</b>	<b>390,735,472</b>
<b>TOTAL EXPENDITURE**</b>	<b>49,390,356</b>	<b>32,651,407</b>	<b>314,051,180</b>
<b>EXCESS OF INCOME OVER EXPENDITURE</b>	<b>19,204,574</b>	<b>6,373,947</b>	<b>76,684,292</b>
<b>NET EXCESS OF INCOME OVER EXPENDITURE</b>	<b>19,204,574</b>	<b>6,373,947</b>	<b>76,684,292</b>
Fund balance, beginning of period	57,479,718	51,105,771	0
Add excess of income over expenditure	19,204,574	6,373,947	76,684,292
<b>Fund balance, end of period</b>	<b>76,684,292</b>	<b>57,479,718</b>	<b>76,684,292</b>

Note: The figures presented take into account any prior period adjustments reported by Implementing agencies.

\* Final interest & miscellaneous income for 2002 reported by UNDP is \$1,038,312. 2001 interest was reduced by \$1,204,027, reflecting prior period interest adjustments.

\*\* Final reported cumulative expenditures by UNDP as at 2002 are \$314,051,180. Expenditures have been reduced by \$182,564 to reflect the correct cumulative figure.

SCHEDULE 1.5

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

UNEP Managed Activities in 1991 - 2002 (in US\$)

INCOME	2002	2001	1991-2002
Cash transferred from the Multilateral Fund in 1998 recorded in 2002	1,800,000	0	1,800,000
Cash transferred from the Multilateral Fund in 2001 recorded in 2002	2,230,159	0	2,230,159
Cash transferred from other donors in prior periods posted to UNEP in error reversed in 2002	(237,040)	0	(237,040)
Cash transferred from the Multilateral Fund in 2002	11,378,340	0	11,378,340
Total transfers	15,171,459	5,565,154	62,215,097
Interest earned and retained	632,720	638,344	3,972,215
TOTAL INCOME	15,804,179	6,203,498	66,187,312
TOTAL EXPENDITURE	7,098,386	8,323,046	53,070,365
EXCESS OF INCOME OVER EXPENDITURE	8,705,793	(2,119,548)	13,116,947
Prior period adjustments	(580)	(2,227)	(36,036)
NET EXCESS OF INCOME OVER EXPENDITURE	8,705,213	(2,121,775)	13,080,911
Fund balance, beginning of period	4,375,698	6,497,473	0
Add excess of income over expenditure	8,705,213	(2,121,775)	13,080,911
Fund balance, end of period	13,080,911	4,375,698	13,080,911

Note: The figures presented take into account any prior period adjustments reported by Implementing agencies.

SCHEDULE 1.6			
MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL			
UNIDO Managed Activities in 1991 - 2002 (in US\$)			
INCOME	2002	2001	1991-2002
Cash transferred from the Multilateral Fund	28,776,501	35,235,500	261,430,241
Interest and miscellaneous income earned and retained	824,555	2,047,037	23,282,864
<b>TOTAL INCOME</b>	<b>29,601,056</b>	<b>37,282,537</b>	<b>284,713,105</b>
<b>TOTAL EXPENDITURE</b>	<b>31,000,972</b>	<b>35,678,522</b>	<b>257,897,516</b>
<b>EXCESS OF INCOME OVER EXPENDITURE</b>	<b>(1,399,916)</b>	<b>1,604,015</b>	<b>26,815,589</b>
<b>NET EXCESS OF INCOME OVER EXPENDITURE</b>	<b>(1,399,916)</b>	<b>1,604,015</b>	<b>26,815,589</b>
Fund balance, beginning of period	28,215,505	26,611,490	0
Add excess of income over expenditure	(1,399,916)	1,604,015	26,815,589
<b>Fund balance, end of period</b>	<b>26,815,589</b>	<b>28,215,505</b>	<b>26,815,589</b>

Note: The figures presented take into account any prior period adjustments reported by Implementing agencies.

SCHEDULE 1.7

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

World Bank Managed Activities in 1991 - 2002 (in US\$)

INCOME	2002	2001	1991-2002
Cash transferred from the Multilateral Fund	42,231,532	24,545,706	349,895,068
Promissory notes encashed*	6,729,026	14,914,876	161,059,363
Promissory notes transferred, net of encashments			0
Interest and miscellaneous income earned and retained (investment income)	6,206,417	7,835,561	51,727,952
<b>TOTAL INCOME</b>	<b>55,166,975</b>	<b>47,296,143</b>	<b>562,682,383</b>
<b>TOTAL EXPENDITURE</b>	<b>64,926,330</b>	<b>38,778,965</b>	<b>455,993,142</b>
<b>EXCESS OF INCOME OVER EXPENDITURE</b>	<b>(9,759,355)</b>	<b>8,517,178</b>	<b>106,689,241</b>
<b>NET EXCESS OF INCOME OVER EXPENDITURE</b>	<b>(9,759,355)</b>	<b>8,517,178</b>	<b>106,689,241</b>
Fund balance, beginning of period	116,409,706	107,892,528	0
Add excess of income over expenditure	(9,759,355)	8,517,178	106,689,241
Fund balance, end of period	106,650,351	116,409,706	106,689,241

\*Promissory notes information provided by World Bank accounts.

Note: The figures presented take into account any prior period adjustments reported by Implementing agencies.



Annexe II

BUDGET RÉVISÉ POUR L'ANNÉE 2003

		APPROUVÉ	RÉVISÉ	Différence	Observations expliquant le budget révisé de l'année 2003
		2003	2003		
10	RUBRIQUE DU PERSONNEL				
1100	Personnel de projets (titre et grade)				
	01 Chef du Secrétariat	129,430	353,407	223,977	sur la base des dépenses mensuelles réelles de la période janvier-août 2003 et des coûts supplémentaires reliés au changement de Chef du Secrétariat
	02 Chef adjoint (Coopération économique)	116,699	139,000	22,301	coûts estimatifs des postes P-5 sur la base de la moyenne des dépenses mensuelles réelles de la période janvier-août 2003
	03 Chef adjoint (Coopération technique)	116,699	139,000	22,301	
	04 Administrateur principal, Gestion de projets	116,699	139,000	22,301	
	05 Administrateur principal, Gestion de projets	116,699	139,000	22,301	
	06 Administrateur principal, Gestion de projets	116,699	139,000	22,301	
	07 Administrateur principal, Gestion de projets	116,699	139,000	22,301	
	08 Administrateur, Information	85,933	122,906	36,973	
	09 Administrateur, Administration et gestion du Fonds	100,786	124,712	23,926	coût estimatif de poste P-4 sur la base des dépenses mensuelles réelles de la période janvier-août 2003
	10 Administrateur principal, Surveillance et évaluation	116,699	139,000	22,301	coût estimatif de poste P-5 sur la base de la moyenne des dépenses mensuelles réelles de la période janvier-août 2003
	11 Adjoint(e) administratif(ve) du Chef du Secrétariat	58,350	58,350	-	
<b>1199</b>	<b>Total partiel</b>	<b>1,191,391</b>	<b>1,632,375</b>	<b>440,984</b>	
1200	Consultants				
	01 Évaluation technique et de projets	150,000	150,000	-	
<b>1299</b>	<b>Total partiel</b>	<b>150,000</b>	<b>150,000</b>	<b>-</b>	
1300	Personnel de soutien administratif				
	01 Assistant administratif	46,818	54,000	7,182	coût estimatif de poste G8 sur la base de la moyenne des dépenses mensuelles réelles y compris les heures supplémentaires de la période janvier-août 2003
	02 Assistant, Service des conférences	42,656	51,096	8,440	coût estimatif de poste G7 sur la base de la moyenne des dépenses mensuelles réelles y compris les heures supplémentaires de la période janvier-août 2003
	03 Assistant, Programme	46,818	54,000	7,182	coût estimatif de poste G8 sur la base de la moyenne des dépenses mensuelles réelles y compris les heures supplémentaires de la période janvier-août 2003
	04 Secrétaire principal (Chef adjoint, CE)	38,495	40,000	1,505	coût estimatif de poste G6 sur la base de la moyenne des dépenses mensuelles réelles y compris les heures supplémentaires de la période janvier-août 2003
	05 Secrétaire principal (Chef adjoint, CT)	38,495	40,000	1,505	coût estimatif de poste G6 sur la base de la moyenne des dépenses mensuelles réelles y compris les heures supplémentaires de la période janvier-août 2003
	06 Adjoint(e) Opérations informatiques	46,818	54,000	7,182	coût estimatif de poste G8 sur la base de la moyenne des dépenses mensuelles réelles y compris les heures supplémentaires de la période janvier-août 2003
	07 Secrétaire (pour 2 admin. de programme)	38,495	40,000	1,505	coût estimatif de poste G6 sur la base de la moyenne des dépenses mensuelles réelles y compris les heures supplémentaires de la période janvier-août 2003
	08 Secrétaire/commis, Service administratif	33,293	34,000	707	coût estimatif de poste G5 sur la base de la moyenne des dépenses mensuelles réelles y compris les heures supplémentaires de la période janvier-août 2003
	09 Commis à l'enregistrement	27,050	32,892	5,842	coût estimatif de poste G4 sur la base de la moyenne des dépenses mensuelles réelles y compris les heures supplémentaires de la période janvier-août 2003
	10 Adjoint(e), Base de données	46,818	54,000	7,182	coût estimatif de poste G8 sur la base de la moyenne des dépenses mensuelles réelles y compris les heures supplémentaires de la période janvier-août 2003
	11 Secrétaire, Surveillance et évaluation	37,454	40,000	2,546	coût estimatif de poste G6 sur la base de la moyenne des dépenses mensuelles réelles y compris les heures supplémentaires de la période janvier-août 2003
	<b>Total partiel</b>	<b>443,210</b>	<b>493,988</b>	<b>50,778</b>	
1320	Dépenses afférentes au Service des conférences				
1333	Services des conférences: ExCom (3) et Sous-comités (6)	600,000	600,000	-	
1335	Assistance temporaire	50,000	50,000	-	
<b>1399</b>	<b>TOTAL DES COÛTS DE SOUTIEN ADMINISTRATIF</b>	<b>1,093,210</b>	<b>1,143,988</b>	<b>50,778</b>	
1600	Déplacements officiels				
	01 Missions	160,000	160,000	-	
<b>19</b>	<b>TOTAL DE LA RUBRIQUE</b>	<b>2,594,601</b>	<b>3,086,363</b>	<b>491,762</b>	

		APPROUVÉ	RÉVISÉ		
		2003	2003	Différence	OBSERVATIONS
20	RUBRIQUE DE SOUS-TRAITANCE				
2100	Contrats de sous-traitance				
	01 Matériel d'information	30,000	30,000	-	
2200	Contrats de sous-traitance				
	02 Stratégie d'information	57,750	57,750		
		(57,750)	(57,750)		Pas d'implication financière sur le budget global étant donné que le budget
29	TOTAL DE LA RUBRIQUE	<b>30,000</b>	<b>30,000</b>	-	était déjà approuvé par la Décision 40/53 du Comité exécutif.
30	RUBRIQUE DE PARTICIPATION AUX RÉUNIONS				
3300	Déplacements et frais de séjour des délégués des pays visés à l'article 5				
	01 Déplacements du Président et du Vice-président	30,000	30,000	-	
	02 Réunions du Comité exécutif (3) & des Sous-comités (6)	225,000	225,000	-	
	03 Réunions informelles de sous-groupes	30,000	30,000	-	
39	TOTAL DE LA RUBRIQUE	<b>285,000</b>	<b>285,000</b>	-	
40	RUBRIQUE MATÉRIEL				
4100	Matériel fongible				
	01 Fourniture de bureau	15,000	15,000	-	
	02 Logiciels	9,000	9,000	-	
	Total partiel	24,000	24,000	-	
4200	Matériel non-fongible				
	01 Ordinateurs, imprimantes	10,000	10,000	-	
	02 Autres	5,000	5,000	-	
	Total partiel	15,000	15,000	-	
4300	Locaux				
	01 Location des bureaux	310,000	310,000	-	
49	TOTAL DE LA RUBRIQUE	<b>349,000</b>	<b>349,000</b>	-	

		APPROUVÉ	RÉVISÉ		
		2003	2003	Différence	OBSERVATIONS
51	RUBRIQUE DIVERS				
	Exploitation et entretien du matériel				
	01 Ordinateurs et imprimantes, etc.	9,000	9,000	-	
	02 Entretien des bureaux	9,000	9,000	-	
	03 Location de photocopieurs	15,000	15,000	-	
	04 Matériel de télécommunications	9,000	9,000	-	
	05 Entretien du réseau	12,000	12,000	-	
	Total partiel	54,000	54,000	-	
52	Frais de production des rapports				
	01 Réunions du Comité exécutif				
	02 Autres	20,000	20,000	-	
	Total partiel	20,000	20,000	-	
53	Divers				
	01 Communications	40,000	40,000	-	
	02 Frais de fret	15,000	15,000	-	
	03 Frais bancaires	5,000	5,000	-	
	04 Formation du personnel (report)	38,000	38,000	-	
	Total partiel	98,000	98,000	-	
54	01 Frais de réception	10,000	10,000	-	
59	TOTAL DE LA RUBRIQUE	<b>182,000</b>	<b>182,000</b>	-	
TOTAL GENERAL		3,440,601	3,932,363	491,762	
	Frais d'appui de programmes ( 13%) (appliqués aux lignes budgétaires 11 et 13.01 à 13.11 seulement)	212,498	276,427	63,929	
Moins	Coût pris en charge par le Gouvernement du Canada*	(350,000)	(350,000)	-	
<b>COÛT A LA CHARGE DU FONDS MULTILATÉRAL</b>		<b>3,303,099</b>	<b>3,858,790</b>	555,691	

(\*) Contribution du Gouvernement du Canada vise à compenser la différence entre les coûts d'un Secrétariat à Montréal par rapport à Nairobi



## Annexe III

## BUDGET DU SECRÉTARIAT RÉVISÉ POUR LES ANNÉES 2004 ET 2005 ET BUDGET PROPOSÉ POUR 2006

		APPROUVÉ	RÉVISÉ	APPROUVÉ	RÉVISÉ	PROPOSÉ
		2004	2004	2005	2005	2006
10	RUBRIQUE DU PERSONNEL					
1100	Personnel de projets (titre et grade)					
	01 Chef du Secrétariat	133,313	176,864	139,979	185,707	194,993
	02 Chef adjoint (Coopération économique)	120,200	150,180	126,210	157,689	165,573
	03 Chef adjoint (Coopération technique)	120,200	153,190	126,210	160,849	168,891
	04 Administrateur principal, Gestion de projets	120,200	145,950	126,210	153,248	160,910
	05 Administrateur principal, Gestion de projets	120,200	145,950	126,210	153,248	160,910
	06 Administrateur principal, Gestion de projets	120,200	145,950	126,210	153,248	160,910
	07 Administrateur principal, Gestion de projets	120,200	145,950	126,210	153,248	160,910
	08 Administrateur, Information	88,511	129,051	92,936	135,504	142,279
	09 Administrateur, Administration et gestion du Fonds	103,809	130,948	109,000	137,495	144,370
	10 Administrateur principal, Surveillance et évaluation	120,200	145,950	126,210	153,248	160,910
	11 Adjoint(e) administratif(ve) du Chef du Secrétariat	60,100	68,000	63,105	71,400	74,970
<b>1199</b>	<b>Total partiel</b>	<b>1,227,133</b>	<b>1,537,983</b>	<b>1,288,489</b>	<b>1,614,882</b>	1,695,626
1200	Consultants					
	01 Évaluation technique et de projets		150,000			
<b>1299</b>	<b>Sub-Total</b>		<b>150,000</b>			
1300	Personnel de soutien administratif					
	01 Assistant administratif	47,000	56,700	49,350	59,535	62,512
	02 Assistant, Service des conférences	43,000	53,651	45,150	56,333	59,150
	03 Assistant, Programme	47,000	56,700	49,350	59,535	62,512
	04 Secrétaire principal (Chef adjoint, CE)	39,000	42,000	40,950	44,100	46,305
	05 Secrétaire principal (Chef adjoint, CT)	39,000	42,000	40,950	44,100	46,305
	06 Adjoint(e) Opérations informatiques	47,000	56,700	49,350	59,535	62,512
	07 Secrétaire (pour 2 admin. de programme)	39,000	44,390	40,950	46,609	48,940
	08 Secrétaire/commis, Service administratif	34,000	35,700	35,700	37,485	39,359
	09 Commis à l'enregistrement	28,000	34,537	29,400	36,263	38,077
	10 Adjoint(e), Base de données	47,000	56,700	49,350	59,535	62,512
	11 Secrétaire, Surveillance et évaluation	39,000	42,000	40,950	44,100	46,305
	Total partiel	449,000	521,077	471,450	547,131	574,488
1320	Dépenses afférentes au Service des conférences	-		-	-	
1333	Services des conférences: ExCom (3) et Sous-comités (6)		600,000			
1335	Assistance temporaire		50,000			
<b>1399</b>	<b>TOTAL DES COÛTS DE SOUTIEN ADMINISTRATIF</b>	<b>449,000</b>	<b>1,171,077</b>	<b>471,450</b>	<b>547,131</b>	<b>574,488</b>
1600	Déplacements officiels	-		-	-	
	01 Missions		160,000			
19	TOTAL DE LA RUBRIQUE	1,676,133	<b>3,019,060</b>	1,759,939	2,162,013	2,270,113

		APPROUVÉ	RÉVISÉ	APPROUVÉ	RÉVISÉ	PROPOSÉ
		2004	2004	2005	2005	2006
20	RUBRIQUE DE SOUS-TRAITANCE					
2100	Contrats de sous-traitance					
	01 Matériel d'information		30,000	-	-	
2200	Contrats de sous-traitance					-
	02 Stratégie d'information*	34,500	34,500	12,500	12,500	
	Stratégie d'information	(34,500)	(34,500)	(12,500)	(12,500)	-
29	TOTAL DE LA RUBRIQUE		<b>30,000</b>	-	-	-
				-	-	
30	RUBRIQUE DE PARTICIPATION AUX RÉUNIONS					
3300	Déplacements et frais de séjour des délégués des pays visés à l'article 5					
	01 Déplacements du Président et du Vice-président		30,000	-	-	-
	02 Réunions du Comité exécutif (3) & des Sous-comités (6)		225,000	-	-	-
	03 Réunions informelles de sous-groupes		30,000	-	-	-
39	TOTAL DE LA RUBRIQUE		<b>285,000</b>	-	-	-
40	RUBRIQUE MATÉRIEL					
4100	Matériel fongible					
	01 Fourniture de bureau		15,000	-	-	-
	02 Logiciels		9,000	-	-	-
	Total partiel		24,000	-	-	-
4200	Matériel non-fongible					
	01 Ordinateurs, imprimantes		10,000	-	-	-
	02 Autres		5,000	-	-	-
	Total partiel		15,000	-	-	-
4300	Locaux					
	01 Location des bureaux		310,000			
49	TOTAL DE LA RUBRIQUE		<b>349,000</b>			

\* Budget de la stratégie d'information approuvé par la Décision 40/53 du Comité exécutif. Aucune implication financière sur le budget global.

		APPROUVÉ	RÉVISÉ	APPROUVÉ	RÉVISÉ	PROPOSÉ
		2004	2004	2005	2005	2006
	<b>RUBRIQUE DIVERS</b>					
51	Exploitation et entretien du matériel					
	01 Ordinateurs et imprimantes, etc.		9,000	-	-	-
	02 Entretien des bureaux		9,000	-	-	-
	03 Location de photocopieurs		15,000	-	-	-
	04 Matériel de télécommunications		9,000	-	-	-
	05 Entretien du réseau		12,000	-	-	-
	Total partiel		54,000	-	-	-
52	Frais de production des rapports					
	01 Réunions du Comité exécutif					
	02 Autres		20,000	-	-	-
	Total partiel		20,000	-	-	-
53	Divers					
	01 Communications		40,000	-	-	-
	02 Frais de fret		15,000	-	-	-
	03 Frais bancaires		5,000	-	-	-
	04 Formation du personnel (report)		38,000	-	-	-
	Total partiel		98,000	-	-	-
54	01 Frais de réception		10,000			
59	<b>TOTAL DE LA RUBRIQUE</b>		<b>182,000</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>		1,676,133	3,865,060	1,759,939	2,162,013	2,270,113
	Frais d'appui de programmes ( 13%) (appliqués aux lignes budgétaires 11 et 13.01 à 13.11 seulement)	217,897	267,678	228,792	281,062	295,115
Moins	Coût pris en charge par le Gouvernement du Canada**	(350,000)	(350,000)			
<b>COÛT A LA CHARGE DU FONDS MULTILATÉRAL</b>		<b>1,544,030</b>	<b>3,782,738</b>	<b>1,988,731</b>	<b>2,443,074</b>	<b>2,565,228</b>

(\*\*) Contribution du Gouvernement du Canada vise à compenser la différence entre les coûts d'un Secrétariat à Montréal par rapport à Nairobi



### Annexe IV

#### **RECOMMANDATIONS SUR LES PLANS DE GESTION DES FRIGORIGÈNES** **Texte présenté par le président, d'après les opinions exprimées par les membres du** **Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances**

Les programmes et projets futurs et, si possible, actuels visant l'élimination du CFC dans le secteur de la réfrigération dans les pays à faible volume de consommation (PFV) devront être recentrés:

- a) en concentrant l'assistance sur l'élaboration d'une réglementation et de mécanismes de coordination avec l'industrie, lorsqu'ils n'existent déjà, et sur de nouveaux programmes de formation destinés aux techniciens de la réfrigération et agents des douanes, en utilisant les capacités nationales existantes et en fournissant un soutien et des ressources spécialisées tels que les équipements et les outils nécessaires; il faudrait aussi inclure des efforts pour sensibilisation davantage les utilisateurs finals et les intervenants à la valeur des techniciens qualifiés;
- b) en reconnaissant que les Parties ont besoin de souplesse dans la mise en œuvre des plans de gestion des frigorigènes pour refléter les circonstances locales;
- c) en se concentrant, en matière de récupération et de réutilisation du CFC, sur les installations commerciales et industrielles de grande taille et sur le secteur des climatiseurs d'automobile, si de nombreux systèmes à base de CFC-12 existent encore et si la disponibilité de CFC est fortement réduite par l'adoption de mesures de contrôle des importations efficaces;
- d) en continuant d'explorer les possibilités de faciliter une conversion d'un bon rapport coût-efficacité et/ou l'utilisation de substituts directs, éventuellement grâce à des programmes d'encouragement;
- e) en devenant plus sélectif en ce qui concerne la fourniture de nouveaux appareils de récupération, et plus particulièrement d'équipements de recyclage :
  - i) en évaluant mieux pendant la préparation du projet les besoins probables d'équipements de récupération et de recyclage;
  - ii) en ne livrant les équipements aux pays qu'avec des commandes fermes et une participation financière importante des ateliers aux équipements fournis, en utilisant le plus possible des appareils assemblés localement;
  - iii) en procurant, livrant et distribuant les équipements en plusieurs étapes, après avoir dressé un bilan de l'utilisation des équipements déjà livrés et vérifié l'existence de besoins supplémentaires;

- iv) en s'assurant qu'un service adéquat de suivi et d'information sera disponible pour maintenir le fonctionnement des équipements de récupération et de recyclage ;
  
- f) en effectuant un suivi continu de l'utilisation de l'équipement et des connaissances acquises par les bénéficiaires, par le biais de consultants nationaux organisant des consultations régulières et recueillant des rapports périodiques des ateliers, avec le concours des associations de techniciens. Les rapports périodiques fondés sur les données de suivi devraient être préparés tous les ans par le consultant et/ou les Unités nationales de l'ozone, en collaboration avec l'agence d'exécution, comme le prévoit la Décision 31/48 et des ressources additionnelles suffisantes devraient être disponibles pour assurer ce travail de suivi et la préparation des rapports.

-----